



**PRÉFET
DE LA SOMME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires et de la mer
de la Somme**

ARRÊTÉ

Arrêté préfectoral portant prescriptions spécifiques à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement relatives à l'étude de travaux de déconnexion du dispositif d'assainissement des eaux pluviales situé sur la commune de NESLE

**LE PRÉFET DE LA SOMME
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR**

Vu le code civil et notamment son article 640 ;

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L. 210-1 et suivants, L 211-1, L 214-1 à L 214-6 ainsi que les articles R.214-1 à R.214-60 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services et organismes de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 portant nomination du préfet de la Somme, M. Rollon MOUCHEL-BLAISOT à compter du 24 juillet 2023 ;

Vu le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Artois Picardie en vigueur ;

Vu le schéma d'aménagement et de gestion des eaux de la « Haute Somme » en vigueur ;

Vu l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2023 portant délégation de signature à Mme Emmanuelle CLOMES, directrice départementale interministériel à la direction départementale des territoires et de la mer de la Somme ;

Vu l'arrêté du premier ministre du 22 février 2023 portant nomination de M. Guillaume VANDEVOORDE, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines, directeur départemental adjoint des territoires et de la mer de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral du 4 septembre 2023 de subdélégation de signature à Mme Aurélie SAISOU, responsable du bureau de la police de l'eau de la direction départementale des territoires et de la mer de la Somme ;

Vu le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement, reçu le 10 juillet 2023, présenté par la Communauté de Communes de l'Est de la Somme, enregistré sous le numéro GUN 100026005 et relatif à une étude de travaux de déconnexion du dispositif d'assainissement des eaux pluviales sur la commune de NESLE ;

Vu le récépissé de dépôt du dossier de déclaration à la direction départementale des territoires et de la mer en date du 19/07/23 ;

Vu l'ensemble des pièces du dossier de la demande susvisée ;

Vu la demande de compléments de régularité du 19 juillet 2023 ;

Vu la note complémentaire en réponse du 28 juillet 2023 ;

Vu la demande de compléments du 26 septembre 2023 ;

Vu la note complémentaire en réponse du 26 septembre 2023 ;

Vu le projet d'arrêté de prescriptions spécifiques adressé à la Communauté de Communes de l'Est de la Somme, pour avis en date du 26 septembre 2023 ;

Considérant l'absence d'observation émise par le pétitionnaire sur le projet d'arrêté de prescriptions spécifiques ;

Considérant que le dossier prévoit la mise en place d'ouvrages visant à la gestion des eaux pluviales ;

Sur proposition de la responsable du bureau de la police de l'eau de la direction des territoires et de la mer de la Somme ;

ARRÊTE

Titre I : OBJET DE LA DÉCLARATION

Article 1er. – Objet de la déclaration

Il est donné acte à la Communauté de Communes de l'Est de la Somme, de sa déclaration en application de l'article L.214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, concernant une étude de travaux de déconnexion du dispositif d'assainissement des eaux pluviales sur la commune de NESLE (parcelles cadastrales référencées section AD n° 23, 64, 425 et section AB n°395, 396, 539).

Les installations, travaux, ouvrages et activités constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L.214-1 du code de l'environnement. La rubrique définie au tableau de l'article R.214-1 du code de l'environnement concernée par cette opération est la suivante :

Rubrique	Objet	Régime
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha : (A) : projet soumis à Autorisation ; 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha : (D) : projet soumis à Déclaration.	Déclaration surface totale : 4,81 ha sans intercepter de bassin versant naturel.

Titre II – PRESCRIPTIONS SPÉCIFIQUES

Article 2. – Prescriptions relatives aux travaux

2.1 – Gestion des eaux pluviales du projet :

Les travaux de déconnexion des eaux pluviales ont pour but d'optimiser les réseaux existants de gestion des eaux sur la commune de Nesle, en extrayant de ce réseau une partie des eaux pluviales qui sont

ensuite dirigées par des canalisations sous voirie vers les ouvrages de gestion. Aussi, les techniques employées ont été définies en fonction des contraintes de sol ou d'espaces.

Les aménagements sont :

- Des bassins de stockage et d'infiltration ;
- Des tranchées d'infiltration ;
- Des noues d'infiltration ;
- Des bassins de tamponnement.

Six zones correspondantes aux zones d'influence des ouvrages de gestion des eaux pluviales sont établies dans un cadre de gestion d'une pluie de 20 ans. La surface totale déconnectée du projet est de 38 210 m².

Aussi, l'aménagement pour la zone 1 est composé de deux bassins de stockage et d'infiltration clôturés à ciel ouvert. Les bassins sont connectés l'un à l'autre. Ces ouvrages ont une surface d'infiltration totale de 940 m² et un volume de stockage de 1 555 m³. Le niveau d'eau est de 74,90 m. Ces ouvrages permettent de stocker les eaux pluviales générées lors d'un événement vicennal, et même d'une pluie décennale dans les 48 h suivant un événement vicennal. Ces bassins sont également dimensionnés pour une pluie centennale sans débordement grâce à la montée en charge des réseaux. Le temps de vidange de l'ensemble des bassins est de 58,55 heures. La surface déconnectée de la zone 1 est de 17 515 m².

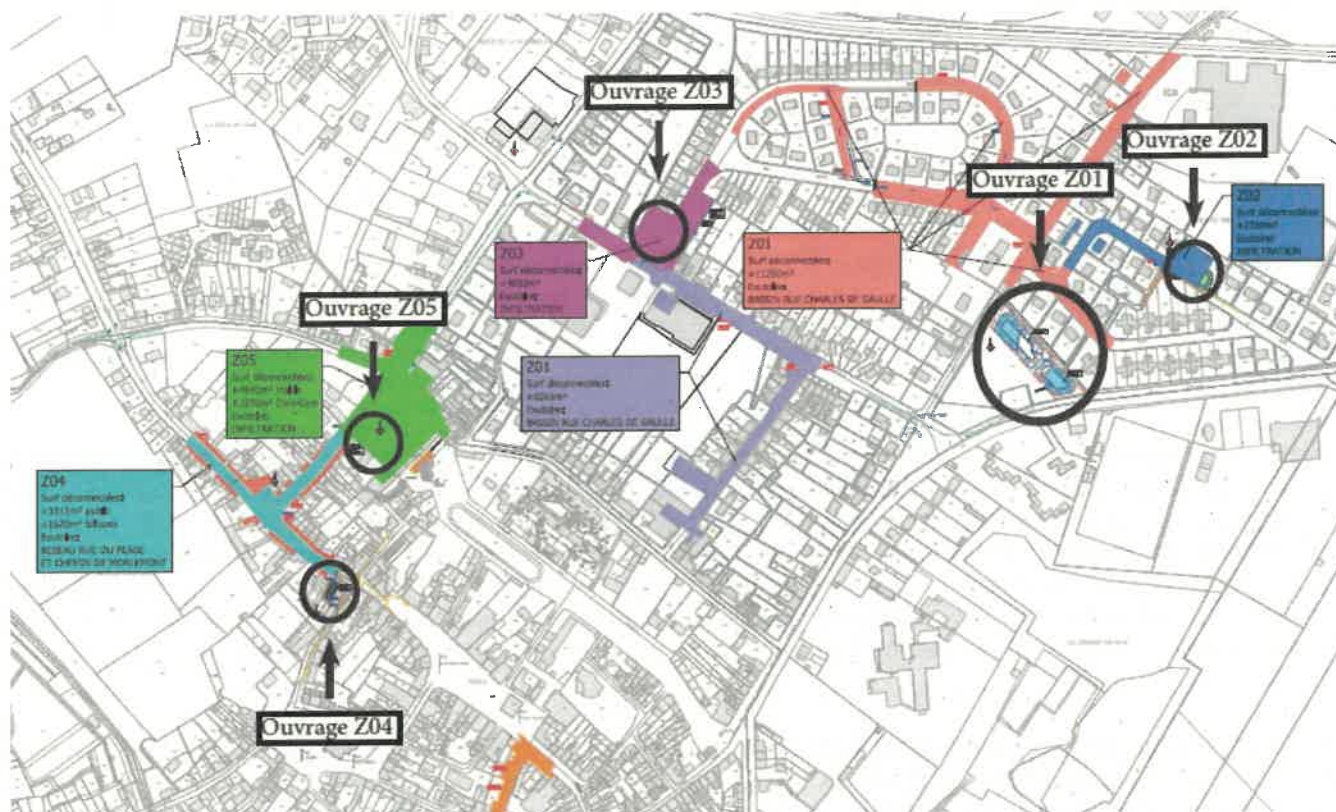
L'aménagement pour la zone 2 est composé d'une tranchée drainante sous une noue. La tranchée drainante à une surface d'infiltration de 165 m² et un volume de stockage de 72,19 m³ et est composée de matériaux drainants (35% de vide). Cet ouvrage permet de stocker les eaux pluviales générées lors d'un événement vicennal. La noue au-dessus de la tranchée drainante permet le complément de volume pour stocker une pluie centennale grâce à un volume de stockage de 50 m³. Le temps de vidange de la tranchée drainante est de 19,84 heures. La surface déconnectée de la zone 2 est de 2 350 m².

L'aménagement pour la zone 3 est composé d'une tranchée drainante sous une noue. La tranchée drainante à une surface d'infiltration de 175 m² et un volume de stockage de 85,75 m³. Elle est composée de matériaux drainant (35% de vide). Cet ouvrage permet de stocker les eaux pluviales générées lors d'un événement vicennal. La noue au-dessus de la tranchée drainante permet le complément de volume pour stocker une pluie centennale grâce à un volume de stockage de 74 m³. Le temps de vidange de la tranchée drainante est de 3,57 heures. La surface déconnectée de la zone 3 est de 4 050 m².

L'aménagement pour la zone 4 est composé d'un bassin de stockage étanche avec rejet à débit limité dans le réseau d'eau pluviale avant rejet direct dans l'Ingon. Choix justifié par le risque d'une éventuelle présence de cavités souterraine au droit de l'emplacement de l'ouvrage et ne permettant pas l'infiltration. Le bassin de tamponnement a une surface de 126,72 m² et un volume de stockage de 154,09 m³. Il est composé d'une structure alvéolaire de 95% de vide. L'ouvrage permet de stocker les eaux pluviales générées lors d'un événement vicennal. Le temps de vidange de l'ouvrage est de 53,34 heures. La surface déconnectée de la zone 4 est de 4 935 m².

L'aménagement pour la zone 5 est composé d'une tranchée drainante composée d'une structure alvéolaire avec 95% de vide. Cet ouvrage a une surface de 230,40 m², d'une hauteur de 1,64m et un volume de stockage de 358,96 m³. Il permet de stocker les eaux pluviales générées lors d'un événement vicennal. Le temps de vidange de l'ouvrage est de 94,90 heures. La surface déconnectée de la zone 5 est de 8 110 m².

Schéma des zones déconnectées et du positionnement des ouvrages du projet



2.2 – Gestion des eaux usées :

L'objet du projet étant la déconnexion d'une partie des eaux pluviales collectées par le réseau d'assainissement des eaux usées de la commune, il n'y a aucun raccordement nécessaire au réseau d'eaux usées.

Titre III : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 3. – Conformité au dossier déposé et délai de réalisation

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets du présent arrêté, sont situés, installés et exploités conformément aux plans du dossier loi sur l'eau déposé le 10/07/23.

Conformément à l'article R.214-40-3 du code de l'environnement, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, la déclaration d'un projet cesse de produire effet lorsque celui-ci n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter de la date de déclaration.

Article 4. – Informations et transmissions obligatoires

Le service de police de l'eau est tenu informé de la date de commencement de chacune des phases de travaux et de l'échéancier prévisionnel de leur réalisation et plan d'exécution des travaux.

Le service de police de l'eau est tenu informé de la date de la fin de chacune des phases de travaux.

À l'achèvement des travaux, il est procédé au récolement des travaux en présence du service chargé de la police de l'eau à qui il est remis les plans de récolement cotés en planimétrie et en altimétrie.

Article 5. – modifications

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, avant sa réalisation à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article R.214-40 du code de l'environnement.

Le préfet fixe, s'il y a lieu, des prescriptions complémentaires.

Article 6. – Moyens d'analyses, de surveillance et de contrôle

6.1 – Maintenance :

Les ouvrages mis en œuvre pour le traitement des eaux de ruissellement nécessitent un entretien annuel afin de garantir les capacités de transit des eaux dans les ouvrages hydrauliques. Le bénéficiaire fait, a minima, une visite de contrôle de routine deux fois par an, une avant l'hiver mais après la chute des feuilles des arbres et une à la fin du printemps avant les orages estivaux.

L'intégrité et le niveau de colmatage des ouvrages sont vérifiés et sont aussitôt programmées les opérations de réparation ou d'entretien nécessaires. Les débourbeurs-séparateurs à hydrocarbures sont entretenus régulièrement. Un cahier d'entretien est tenu à jour sur lequel figure la programmation des opérations d'entretien à réaliser ainsi que, pour chaque opération réalisée, les observations formulées.

Il sera apporté de l'importance aux structures mécaniques du bassin de stockage étanche (zone 4) et la tranchée drainante (zone 5) pour garantir leurs résistances face aux charges des véhicules poids lourds qui transiteront au-dessus.

6.2 - Incident grave – Accident :

Tout incident grave ou accident de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement est signalé aux sapeurs pompiers et dans les meilleurs délais à la police de l'eau à qui l'exploitant remet, rapidement, un rapport précisant les causes et les circonstances de l'accident ainsi que les mesures mises en œuvre et envisagées pour éviter son renouvellement.

En cas d'incident susceptible de provoquer une pollution, les travaux sont immédiatement interrompus et les dispositions afin de limiter les complications sur le milieu sont prises sans délai.

Le service chargé de la police de l'eau est immédiatement informé de toute pollution et des mesures prises pour la confiner et l'éliminer.

Les produits de curage sont stockés dans des conditions assurant la prévention de toute pollution.

Le bénéficiaire fait procéder aux analyses qui détermineront les conditions de leur traitement ; ces éléments sont communiqués au service chargé de la police de l'eau.

Dans tous les cas, les produits de curage sont à évacuer hors de zones humides et hors lit majeur de cours d'eau.

Les attestations relatives à l'élimination de ces produits sont tenues à disposition du service chargé de la police de l'eau.

Article 7. – Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 8. – Autres réglementations

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 9. – Sanctions

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté relève des articles R.216-12 et des articles L.216-1 à L.216-13 du code de l'environnement.

Article 10. – Publication et information des tiers

Une copie de cet arrêté sera transmise à la mairie de NESLE pour affichage pendant une durée minimale d'un mois.

Ces informations seront mises à disposition du public sur le site internet de la préfecture de la Somme durant une durée d'au moins 6 mois.

Article 11. – Voies et délais de recours

Conformément aux dispositions des articles L.214-10 et L.514-6 et R.514-3-1 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif d'Amiens -14 Rue Lemerchier - 80 000 Amiens :

1°) par le demandeur, dans un délai de deux mois qui commence à courir le jour où ledit acte lui a été notifié ;

2°) Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

La saisine par l'application Télérecours citoyen est possible et accessible sur le site www.telerecours.fr.

Article 12. – Exécution

Le préfet de la Somme, la directrice départementale des territoires et de la mer de la Somme, le responsable départemental de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques, le maire de la commune de NESLE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié au pétitionnaire.

A Amiens, le 11 octobre 2023

Pour le Préfet,
Par délégation et subdélégation,
La responsable du bureau de la police de l'eau,



Aurélie SAISOU